LOTHAR SCHILLING

La comparaison dans le discours juridico-politique français du XVI^e siècle

Dans les domaines du droit et de la science politique, la comparaison est depuis longtemps une méthode reconnue. Or, »comparer ne relève pas de l'évidence, mais doit faire l'objet d'une construction«¹. Toute comparaison juridico-politique présuppose une construction – et contribue en même temps au développement de l'outillage conceptuel qui permet de saisir et de mettre en relation des faits sociaux. C'est dans cette perspective que le présent article se propose d'esquisser la comparaison dans le discours juridico-politique du XVI^e siècle. Il essaye de démontrer que les tentatives comparatistes de cette époque reflètent la manière dont la conceptualisation de la domination et de la chose publique évolue, en distinguant cinq types d'argumentation qui correspondent grosso modo à cinq phases successives.

I.

Avant le XVI^e siècle, les érudits qui, dans le domaine juridico-politique, se servent de la comparaison construisent leur objet à l'aide de plusieurs concepts différents qui permettent d'abord de classer, selon des caractéristiques générales, les différentes formes et modalités de gouvernement. Le but de ces classifications, entreprises dans la tradition de Platon et d'Aristote, est évidemment normatif. Il s'agit d'identifier les caractéristiques du régime idéal, de distinguer les trois régimes modérés de leurs formes perverses ou de propager un »régime mixte« – idéal à nouveau très populaire pendant les premières années des guerres de Religion². D'autres comparaisons se font par rapport à l'Empire et à l'empereur, par rapport au *merum imperium* et au *mixtum imperium*. Les questions abordées dans ce contexte sont souvent formulées à l'aide de concepts issus du droit romain, qui domine le discours juridique et dont les formules sont adaptées de manière plus ou moins maladroite à l'ordre féodal des sociétés médiévales³.

¹ Simone VIGOUR, La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes, Paris 2005, p. 10.

² Cf. Arlette JOUANNA, art. »Monarchie mixte«, dans: EAD., Jacqueline BOUCHER, Dominique BILOGHI, Guy LE THIEC (dir.), Histoire et dictionnaire des guerres de Religion, Paris 1998, p. 1106–1109; Lothar SCHILLING, Normsetzung in der Krise. Zum Gesetzgebungsverständnis im Frankreich der Religionskriege, Frankfurt/M. 2005, p. 174–176.

³ Cf. Helmut QUARITSCH, Souveränität. Entstehung und Entwicklung des Begriffs in Frankreich und Deutschland vom 13. Jahrhundert bis 1806, Berlin 1986, p. 40.

Ainsi, la question de savoir si le *merum imperium*, c'est-à-dire le suprême commandement, est détenu par l'empereur seul, par tous les princes chrétiens ou par un nombre encore plus élevé d'autorités incluant aussi les grandes communes est fort discutée par les juristes de l'époque. En témoigne une anecdote connue de la plupart des juristes du bas Moyen Âge et du XVI^e siècle – anecdote selon laquelle l'empereur Henri VI aurait posé, en 1191, la question du *merum imperium* à deux jurisconsultes renommés, Azon de Bologne et Lothaire de Crémone. Au contraire de Lothaire, qui aurait attribué ce pouvoir à l'empereur seul, Azon aurait déclaré que même une ville comme Bologne disposait du *merum imperium*. Lothaire aurait été rémunéré d'un cheval pour sa réponse, tandis qu'Azon serait resté les mains vides – ce que ce dernier aurait commenté par un jeu de mots en disant: »amiserim equum sed non fuit [a]equum« (»j'ai dû renoncer au cheval, mais ce n'était pas juste«⁴).

Le débat juridique médiéval sur les différents degrés de l'*imperium* et plus généralement sur l'adaptation des termes du droit romain à la société féodale n'a pas seulement conduit à des jeux de mots, mais aussi à la comparaison du rang, du statut juridique, des droits et des privilèges des autorités de l'époque. On sait que, dans le cadre de ce débat, les légistes français ont très tôt commencé à souligner le rang du roi de France, notamment par rapport à l'empereur et – un peu plus tard – au souverain pontife. La diffusion rapide, à partir du XIII^e siècle, d'adages et de formules tels que »rex est imperator in regno suo« et »rex Franciae superiorem non recognoscit«⁵ montre que les tentatives d'exalter le rang du roi de France passaient par la comparaison de ses droits avec ceux d'autres monarques et surtout avec ceux de l'empereur – non seulement de l'empereur médiéval, mais aussi de l'empereur romain de l'Antiquité. Lorsque, vers la fin du XIV^e siècle, pour n'en donner qu'un exemple, l'auteur du »Songe du vergier« essaye de définir le pouvoir législatif du roi de France, il explique qu'»ainsi comme l'empereur puet, sur ceulx de son Empyre, faire loys et constitucions qui lez lient [...] ainssi le Roy puet faire loys ou constitucions toutes novellez entre sez subjés«⁶ – une explication qui évidemment ne vise pas l'empereur du Saint Empire romain germanique (qui à cette époque ne légifère guère⁷) mais les empereurs romains. La comparaison médiévale se fait donc souvent par rapport à un passé dont la normati-

⁴ Cf. Myron Piper GILMORE, *Argument from Roman Law in Political Thought*, Cambridge/Mass. 1941, p. 18–19.

⁵ Cf. André BOSSUAT, La formule »Le roi est empereur en son royaume«. Son emploi au XV^e siècle devant le parlement de Paris, dans: *Revue historique de droit français et étranger*, série 4, 39 (1961), p. 371–381; Robert FEENSTRA, Jean de Blanot et la formule »Rex Franciae in regno suo princeps est«, dans: *Études d'histoire du droit canonique*, dédiées à Gabriel Le Bras, Paris 1965, II, p. 885–895; Sophie PETIT-RENAUD, »Faire loy« au royaume de France de Philippe VI à Charles V (1328–1380), Paris 2003, p. 23–53.

⁶ Marion SCHNERB-LIÈVRE (éd.), *Le Songe du vergier*. Édité d'après le manuscrit royal 19 C IV de la British Library, vol. I, liv. 1, chap. 36, Paris 1982 (*Sources d'histoire médiévale*, 49), p. 56.

⁷ Cf. Dietmar WILLOWEIT, *Deutsche Verfassungsgeschichte. Vom Frankenreich bis zur Teilung Deutschlands*. Ein Studienbuch, Munich 1990, p. 78.

vité s'explique par l'autorité du droit romain, auquel les juristes français – malgré la politique de relégation menée par la royauté – font continuellement référence⁸.

La tradition médiévale ne s'éteint pas au XVI^e siècle, même si elle connaît des modifications. Ainsi le débat sur le *merum imperium* et le *mixtum imperium* est repris dans nombre d'ouvrages juridiques de l'époque (même encore chez Loyseau⁹), mais les interprétations médiévales et surtout le concept des différents degrés du *merum imperium* développé par Bartole cèdent la place à une historicisation et donc à des analyses plus critiques qui mettent souvent en doute l'adaptabilité des concepts romains à l'ordre juridique du temps.

II.

Parallèlement aux argumentations liées à la réception du droit romain apparaît, dès le début du XVI^e siècle, un second type de comparaison qui renoue avec l'exaltation traditionnelle du rang du roi de France. Contre les théories de juristes humanistes italiens soutenant la suprématie de l'empereur, des auteurs comme Jean Ferrault, Barthélemy de Chasseneuz et Charles de Grassaille reprennent, augmentent et systématisent les arguments des légistes français médiévaux tout en combinant les formules du *corpus iuris* avec les honneurs, prérogatives et privilèges du roi de France¹⁰ – le tout dans la perspective de «rendre particulière la situation du roi de France»¹¹. Dans ces textes, on trouve aussi bien des références au grand et saint conseil («magnum sacrum-que consilium») de ce roi¹² que l'argument qu'il est nommé «lex a[n]i[m]ata in terris», que ce qu'il décide «pro lege servatur» et qu'il est «solus legibus solutus»¹³. Ferrault énumère vingt privilèges et prérogatives du roi de France, Chasseneuz en connaît deux

⁸ Cf. Jacques KRYNEN, *Droit romain et État monarchique. À propos du cas français*, dans: Joël BLANCHARD (dir.), *Représentation, pouvoir et royauté à la fin du Moyen Âge. Actes du colloque organisé par l'université du Maine les 25 et 26 mars 1994*, Paris 1995, p. 14–23; la politique officielle de relégation du droit romain paraît par contre surestimée par Blandine BARRET-KRIEGLER, *La défaite de l'érudition*, Paris 1988 (*Les historiens et la monarchie*, II), p. 95–99.

⁹ Cf. Charles LOYSEAU, *Cinq livres du droit des offices*, première édition 1610; cité selon l'édition dans: ID., *Les œuvres [...]*, Paris 1666, première partie, p. 53–58, qui donne une interprétation du *merum imperium* qui se distingue nettement de celle qui est fournie par les légistes médiévaux.

¹⁰ Jean FERRAULT, *Insignia peculiaris christianissimi Francorum regni, numero viginti, seu totidem illustrissimae Francorum coronae prerogative ac preeminentie*, Lyon 1512; Barthélemy DE CHASSENEUZ, *Catalogus gloriae mundi, laudes, honores, excellentias, ac Praeeminentias omnium fere statuum [...]*, Lyon 1529; Charles DE GRASSAILLE, *Regalium Franciae libri duo. Jura omnia & dignitates christianiss. Galliae regis continentes. Carolo Degrassalio Carcassonensi auctore. Item tractatus iura seu privilegia aliqua Regni Franciae continens, per Ioannem Ferrault V.I. licentiatum editus*, Paris³ 1545 (première édition 1538).

¹¹ Patrick ARABEYRE, *Aspects du «nationalisme culturel» dans le domaine du droit au début du XVI^e siècle. Les grands juristes français selon Barthélemy de Chasseneuz*, dans: *Annales de Bourgogne* 74 (2002), p. 161–188, ici p. 163.

¹² GRASSAILLE, *Regalium Franciae libri duo* (voir n. 10), p. 115.

¹³ CHASSENEUZ, *Catalogus* (voir n. 10), Pars Quinta, Consideratio 35, fol. 32r.

cent huit et Grassaille y ajoute encore un très grand nombre pour les classer en quarante rubriques¹⁴.

Dans le »Catalogus gloriae mundi« de Chasseneuz, qui a d'ailleurs connu, jusqu'à 1692, quinze éditions¹⁵, l'énumération des droits du roi et des offices, dignités et charges de la couronne de France fait partie d'un recueil exhaustif des prérogatives, prééminences, qualités et excellences (»de praerogativis, preeminentiis, prestantiis et excellentiis«¹⁶) de tous les êtres créés, depuis les anges jusqu'aux minéraux. C'est une somme du savoir de son temps qui ne se limite pas à des questions juridiques, mais les intègre dans un tableau philosophique visant à établir un ordre universel. Dans ce contexte, Chasseneuz fait l'éloge de la France, qui selon lui – grâce à la beauté et à la fertilité de ses paysages, aux mœurs et à la piété de ses habitants, au nombre de ses villes, à sa littérature, à sa force militaire et à ses grands juristes – est la plus digne parmi les cinq régions de l'Europe¹⁷. Quant au roi de France, Chasseneuz lui réserve – ce n'est pas une surprise – la première place parmi tous les rois de la chrétienté. Il n'y a que l'empereur – et seulement si celui-ci est couronné par le pape – à qui Chasseneuz reconnaît la préséance par rapport au roi de France¹⁸, tout en reprenant l'argument traditionnel qu'à l'intérieur de son royaume ce dernier est lui-même empereur¹⁹.

Grassaille entre encore davantage dans le détail pour démontrer l'éminence du roi de France²⁰. Aucun des cinquante-deux autres princes de l'Europe ne l'égale. Ayant été son vassal, le roi d'Angleterre lui est inférieur, même si certains disent qu'il est également empereur dans son royaume. Le roi des Espagnes pose quelque problème vu qu'il possède plusieurs royaumes, mais lui aussi a été le vassal du roi de France par le biais du royaume de Majorque, donc lui aussi est inférieur au Roi Très Chrétien. Le roi de Sicile lui est bien évidemment inférieur, car il dépend du Saint-Siège, alors que celui-ci ne relève que de Dieu. Quant à l'empereur, Grassaille ne se limite pas à répéter que le roi de France est »imperator in regno suo«, mais tend à prouver son égalité vis-à-vis de celui-ci et même sa supériorité, arguant notamment que le pouvoir du roi de France ne relève pas du consentement d'Électeurs, mais seulement de Dieu, et que le Roi Très

¹⁴ Cf. pour les trois auteurs Enzo SCIACCA, Ferrault, Chasseneuz e Grassaille. Alle origini della teoria della sovranità nel pensiero politico moderno, dans: Studi in onore di Cesare Sanfilippo, vol. 6, Mailand 1985, p. 695–752; pour Ferrault, Jacques POUJOL, Jean Ferrault on King's Privileges. A Study on the Medieval Sources in Renaissance Political Theory, in: Studies in the Renaissance 5 (1958), p. 15–26; pour Grassaille, Guillaume LEYTE, Charles de Grassaille et la monarchie française, dans: Marguerite BOULET-SAUTEL (dir.), Pensée politique et droit. Actes du colloque de Strasbourg (11–12 septembre 1997), Aix-en-Provence 1998, p. 315–326; pour Chasseneuz, Jean-Henri PIGNOT, Un jurisconsulte au seizième siècle: Barthélemy de Chasseneuz, premier commentateur de la coutume de Bourgogne et président du parlement de Provence, Paris 1880, notamment p. 143–209 (avec des jugements quelque peu dépassés); Christian DUGAS DE LA BOISSONNY, Barthélemy de Chasseneuz (1480–1541), Grenoble s.d. [1977]; ARABEYRE, Aspects (voir n. 11).

¹⁵ Ibid., p. 166.

¹⁶ CHASSENEUZ, Catalogus (voir n. 10), Praefatio, fol. A IIr.

¹⁷ Cf. ARABEYRE, Aspects (voir n. 11), p. 168–170.

¹⁸ CHASSENEUZ, Catalogus (voir n. 10), Pars Quinta, Consideratio 28, fol. 24v.

¹⁹ Ibid. Pars Quinta, Consideratio 30, fol. 26r–v.

²⁰ Cf. pour ce qui suit LEYTE, Charles de Grassaille (voir n. 14), p. 321.

Chrétien a bien le droit et la vocation d'être élu empereur – une allusion évidente à la candidature de François I^{er} à l'Empire en 1519.

La comparaison chez ces auteurs est caractérisée par le but de ranger les princes (et chez Chasseneuz de façon plus générale les créatures de Dieu) selon leurs honneurs, leurs droits et prééminences. Les critères qui servent à établir ces distinctions restent – malgré les tentatives de systématisation – hétérogènes et additifs. En fait, contrairement à certains historiens qui qualifient ces auteurs de précurseurs de la théorie bodinienne de la souveraineté, de protoabsolutistes ou même d'absolutistes²¹, il faut souligner qu'aucun d'entre eux ne dispose d'un concept permettant de synthétiser l'ensemble des droits d'un prince. Enfin, l'approche que ces auteurs ont des structures politico-juridiques reste strictement personnaliste, la comparaison ne portant ni sur des États (aussi Chasseneuz parle-t-il seulement de »regiones«), ni sur des constitutions, ni même (ou du moins seulement peu) sur des lois.

III.

Or, quant aux lois, on peut remarquer que, depuis le milieu du XVI^e siècle, leur variabilité et leur diversité intéressent de plus en plus les juristes et les amènent à un troisième type d'usage de la comparaison. Il faut certes concéder que l'idée de la variabilité des lois n'est pas une invention du XVI^e siècle. Chez les juristes médiévaux, on trouve très souvent des remarques sur la *diversitas temporum* qui rend nécessaire l'adaptation des lois aux circonstances – remarques qui sont presque toujours contrebalancées par l'assurance que la fin des lois doit rester inchangée; pour citer la formule du fameux décrétaliste Panormitain (1386–1445): »finis [...] iuris est invariabilis, sed constitutiones mutantur et deserviunt fini«²².

Mais dans les débats juridico-politiques du XVI^e siècle, le problème de l'historicité, de la variabilité et de la diversité des lois prend une tout autre envergure. Il y a au moins deux facteurs qui en sont responsables. D'abord, on ne peut guère sous-estimer l'influence de l'humanisme juridique, qui entreprend de réévaluer l'héritage juridique de l'Antiquité et de remettre le droit romain dans son contexte historique – tentative qui va de pair avec le développement de méthodes historiques et comparatistes. Aux connaissances approfondies de la culture de l'Antiquité et des peuples de l'Europe de l'époque s'ajoute souvent un changement de perspective. Désormais, pour nombre de juristes, le statut du droit romain change; ce dernier ne représente plus la référence prédominante, mais est considéré comme un système juridique parmi d'autres. Les érudits rompent les schémas de la vieille école de la glose et du commentaire, sortent

²¹ Cf. SCIACCA, Ferrault, Chasseneuz e Grassaille (voir n. 14); POIJOL, Jean Ferrault (voir n. 14); William F. CHURCH, *Constitutional Thought in Sixteenth-Century France. A Study in the Evolution of Ideas*, Cambridge/Mass. 1941, p. 44; Henri MOREL, *L'absolutisme français procède-t-il du droit romain?*, dans: ID., *L'influence de l'Antiquité sur la pensée politique européenne*, préface de Michel Ganzin, Paris 1996, p. 113–130, ici p. 122.

²² PANORMITANUS, In quartum et quintum Decretalium libros, ad X.4.14.8, cité dans PETIT-RENAUD, »Faire loy« (voir n. 5), p. 63, n. 46.

de la recherche antiquaire et s'adonnent à la comparaison. La conséquence en est un élargissement de l'horizon, qui permet de comparer une plus grande multiplicité de normes et de lois qu'au bas Moyen Âge et de le faire plus librement – sans se fixer au modèle du *corpus iuris*²³.

Le second facteur qui incite les juristes à se pencher sur la variabilité des lois est la crise politique de la France des guerres de Religion. Cette crise est à l'origine d'un grand nombre de changements de lois parfois très brusques, non seulement en ce qui concerne le statut juridique des protestants, mais aussi par rapport à l'ordre institutionnel, à la vénalité des offices, aux impôts, etc²⁴.

Face à ces changements, nombre de juristes abordent la diversité historique et géographique des normes juridiques. Ainsi, Pierre Ayrault, lieutenant criminel au siège d'Angers, éditeur de Quintilien et auteur de plusieurs ouvrages qui portent notamment sur l'instruction criminelle et la *patria potestas*, rédige un «Bref discours de la nature, variété et mutation des lois», où il remarque que les lois sont «en tant de lieux si différentes qu'elles sembleroyent du tout contraires»²⁵. Ces différences occupent et même préoccupent beaucoup de juristes et les amènent à réfléchir sur les fondements du droit. Parmi les conséquences qu'ils en tirent, on peut distinguer différents types d'argumentation.

D'abord une argumentation «patriotique», qui renoue avec les éloges du rang du roi de France du début du siècle. En fait, dans le discours juridique et politique du temps des guerres de Religion, on rencontre très souvent l'argument selon lequel dans aucun pays du monde les lois ne sont aussi bonnes qu'en France²⁶ et que la France est la patrie des bonnes lois, qui sert de modèle à tous les autres pays²⁷. D'autres auteurs opposent les bonnes lois françaises au droit romain et surtout au *corpus iuris civilis* corrompu par les juristes de l'Antiquité tardive et par les glossateurs et les post-

²³ Cf. Diego QUAGLIONI, À une déesse inconnue. La conception pré-moderne de la justice, Paris 2003, p. 166–167.

²⁴ Cf. SCHILLING, Normsetzung (voir n. 2), p. 89–90 et *passim*.

²⁵ Pierre AYRAULT, Bref discours de la nature, variété et mutation des lois, préface dans: François GRIMAUDET, Paraphrase du droit de retraict lignager, recueillie des coustumes de France, & glosateur d'icelles [...], Paris 1567, sans pagination.

²⁶ Cf. ANON., Saint & charitable conseil à messieurs les Prevosts des Marchans, & Eschevins, Citoyens, & Bourgeois de la ville de Paris: pour se departir de leur ligue & se reunir au Roy leur souverain Prince [...], Paris 1589, p. 8: «vous trouverez qu'il n'y a peuple sur la terre qui ait iamais eu de si belles & saintes loix»; Philibert BUGNYON, Commentaires sur les ordonnances faictes par le Roy Charles Neufiesme en sa ville de Moulins au mois de février l'an 1566, [...], Lyon 1567, p. 1: «Il n'y a personne de bon & syncere iugement qui ne croye & confesse que les loix de France sont fondees sur la plus grande equité qu'il n'a esté possible aux legislateurs de penser.»

²⁷ Cf. ANON., Advis, remonstrances et requestes aux Estats Generaux tenus à Paris 1614. Par six paisans, s.l. 1615, p. 20: «La France est pleine de belles loix. C'est d'elle que nos voisins les ont empruntees»; Bernard de Girard, seigneur DU HAILLAN, De l'Estat et Succes des Affaires de France [...], Paris 1572, 2^e pagination, p. 2, parle des lois, «qui decorent & soustiennent cest Estat, & qui le rendent en soy fort & admirable aux estrangers». Dans les proclamations et les lois royales le même argument est également utilisé.

glossateurs médiévaux²⁸. Enfin, les lois françaises servent de référence dans les polémiques contre l'influence des Lorrains²⁹, des Italiens³⁰ ou des Espagnols³¹ à qui on prête l'intention de changer ces bonnes lois et d'introduire les mauvaises lois de leurs pays respectifs. Il paraît fort discutable de qualifier les approches liées à de tels arguments de comparatistes, car les lois non françaises servent souvent de repoussoir. Il n'en est pas moins vrai que ces arguments reflètent une certaine connaissance de normes juridiques étrangères et une conscience approfondie de leur diversité.

D'autres juristes comprennent cette connaissance au contraire comme une chance qui permet d'améliorer, grâce à la comparaison, les lois de leur propre pays. Cette argumentation est – il est vrai – moins répandue, mais elle connaît tout de même une certaine résonance parmi les juristes de l'époque. Le représentant le plus éminent de cette position est sans doute le jeune Jean Bodin³². Dans sa »Méthode pour faciliter la connaissance de l'histoire«, publiée pour la première fois en latin en 1566, il critique sévèrement le travail des commentateurs et des glossateurs du droit romain et propose une autre manière de travailler, selon un plan qui combine l'idée platonicienne du gouvernement des sages avec un certain optimisme quant à la valeur pratique des méthodes comparatistes dans le domaine juridique:

²⁸ La critique du *corpus iuris* corrompu est au centre des travaux de l'école humaniste de Bourges et du *mos gallicus*; l'expression la plus pertinente de cette critique se trouve dans l'ouvrage de François HOTMAN, *Antitribonian* ou *Discours d'un grand renommé iuriconsulte de nostre temps*, sur l'estude des loix. Fait par l'aduis de feu Monsieur de l'Hospital Chancelier de France en l'an 1567, Paris 1603, réimpression, éd. par Henri DURANTON, Clermont-Ferrand 1980; cf. Donald R. KELLEY, *Foundations of Modern Historical Scholarship. Language, Law and History in the French Renaissance*, New York, London 1970, p. 87–115; Arlette JOUANNA, *Histoire et polémique en France dans la deuxième moitié du XVI^e siècle*, dans: *Storia della Storiografia* 2 (1982), p. 57–76, notamment p. 58–67; BARRET-KRIEGLER, *La défaite* (voir n. 8), p. 100–114.

²⁹ Cf. Odet DE LA NOUE, *Resolution claire et facile sur la question tant de fois faite de la prise des armes par les inférieurs [...]*, Reims 1577, p. 62: »[il faut résister] s'il y a un Lorrain, un Espagnol, ou quelque autre que ce soit, qui corne ces belles loix au Roy.«

³⁰ Cf. [Lambert DANEAU], *Response au cruel et pernicieux conseil de Pierre Charpentier [...]*, s.l.n.d. [1575], p. 26: »Et certes ie puis dire [...] qu'un temps a esté que l'on tiroit de nos anciennes loix, & du gouvernement de nostre nation Françoise un formulaire & patron de toute equité, iustice, courtoisie & bonne police, qui seroit & edifoit tous les autres rois. Mais maintenant que peut-on apprendre de tes François, ou plustost Italienfrançois [...] qui vivent & reignent en France, sinon exemple de toute cruauté, barbarie, furie, inhumanité, perfidie & de trouble?«

³¹ Cf. un pamphlet publié dans le contexte des états généraux de 1614, qui défend la régente Marie de Médicis contre l'argument selon lequel le »double mariage espagnol« du dauphin et de sa sœur Élisabeth arrangé par la régente permettra à l'Espagne d'influencer la politique française »pour alterer nos loix, nos coutumes, & façon de vivre«; ANON., *Les veritables intentions de la Noblesse Françoise*, s.l. 1615, p. 26f.

³² La littérature sur Bodin est abondante; cf. par exemple Horst DENZER (dir.), *Jean Bodin. Verhandlungen der internationalen Bodin-Tagung in München*, Munich 1973; Jean Bodin, *Actes du colloque interdisciplinaire d'Angers*, Angers 1985; Yves Charles ZARKA (dir.), *Jean Bodin. Nature, histoire, droit et politique*, Paris 1996; pour l'interprétation de la »Méthode«, notamment Marie-Dominique COUZINET, *Histoire et Méthode à la Renaissance, une lecture de la Methodus de Jean Bodin*, Paris 1996.

S'ils [c'est à dire les juristes qui ont commenté le droit romain] avaient lu Platon, ils auraient vu qu'il n'y avait pour lui qu'un seul moyen d'établir des lois et de gouverner une cité, c'était de réunir toutes les lois de toutes les Républiques (ou au moins des plus illustres) et de confier à des hommes prudents le soin de les comparer entre elles pour en tirer la forme la meilleure. C'est à ce soin que j'ai consacré toutes mes études et toute ma réflexion³³.

Et en fait, avec la »Méthode«, Bodin développe une nouvelle méthodologie de la science juridique, fondée sur la comparaison historique des systèmes juridiques et politiques, et dans sa »Iuris universi distributio«, qui paraîtra en 1578³⁴, il essaiera de réaliser ce plan. Mais, entretemps, son jugement quant à l'usage à faire des connaissances tirées de la comparaison sera devenu beaucoup plus sceptique. Nous allons y revenir dans la dernière partie de cet article.

IV.

Avant cela, il faut esquisser un quatrième usage de la comparaison, qui n'est pas en contradiction avec le programme proposé par Bodin dans sa »Méthode«, mais qui le politise dans le cadre du débat sur les états généraux – débat qui (après une absence presque totale du discours juridico-politique pendant la première moitié du siècle) surgit au premier plan à la veille des guerres de Religion.

Dans ce contexte, la comparaison sert à démontrer que les états généraux ont – comme d'autres assemblées représentatives en Europe – la vocation de contrebalancer le pouvoir du prince. Cet argument se trouve par exemple dans la relation finale de l'ambassadeur vénitien en France, Michele Suriano, rédigée en 1561. Dans ce texte, l'auteur porte un jugement très critique sur le pouvoir apparemment illimité du roi de France – et il ajoute: »se alcuna autorità in Francia può moderare l'autorità assoluta del re, è quella dell'assemblea delli tre stati, che rappresenta tutto il corpo del regno, come è in Inghilterra e Scozia il parlamento generale, e in Germania la dieta«³⁵. Suriano interprète les états généraux donc comme la variante française d'un type d'assemblée représentative commun à plusieurs grands pays de l'Europe. Même si le texte exprime d'abord le jugement de l'ambassadeur vénitien, on peut supposer que cet écrit (qui a d'ailleurs circulé en France dans un nombre considérable de copies manuscrites³⁶) reflète une argumentation répandue parmi ses interlocuteurs français.

³³ Jean BODIN, *Methodus, ad facilem historiarum cognitionem*, première publication en 1566, dans: *Œuvres philosophiques de Jean Bodin*, éd. par Pierre MESNARD, Paris 1951 (*Corpus général des philosophes français, Auteurs modernes*, 5.3), p. 101–473, ici p. 274 (trad. française).

³⁴ ID., *Iuris universi distributio*, Paris 1578; trad. française: ID., *Exposé du droit universel*, texte traduit par Lucien Jerphagnon [...], commentaire par Simone Goyard-Fabre, [...] notes par René-Marie Rampelberg [...], Paris 1985.

³⁵ Niccolò TOMMASEO (éd.), *Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France au XVI^e siècle*, vol. I, Paris 1838 (*Documents inédits sur l'histoire de France*, 115–116), p. 512.

³⁶ Cf. Jean BALSAMO, *Les origines parisiennes du »Tesoro politico« (1589)*, dans: *Bibliothèque d'humanisme et Renaissance* 57 (1995), p. 7–23.

Une argumentation comparable se trouve dans un discours que Charles Marillac, juriste, archevêque de Vienne et membre du Conseil du roi, aurait tenu en août 1560, lors d'une assemblée de notables. À cette occasion, Marillac, que des missions diplomatiques ont mené en Suisse, en Allemagne, en Angleterre et même à Constantinople, propose au roi de convoquer les états généraux, qui n'ont pas été réunis depuis presque quatre vingts ans. Pour justifier cette proposition, il aurait attiré l'attention sur l'ancienne coutume de la France et sur l'exemple d'autres pays d'Europe:

En cette sorte [c'est à dire en rassemblant régulièrement les états] la maison de France s'est maintenue environ onze cens ans, et n'y a royaume bien ordonné, qui ne suive ceste ancienne et sainte coutume d'assembler les estats, comme l'on voit en l'empire, où l'on tient les diètes, et d'ailleurs aux royaumes d'Espagne, d'Angleterre, d'Ecosse, de Danemarch, Suède, Bohesme, Hongrie, et partout ailleurs³⁷.

Comme dans beaucoup d'argumentations politiques de l'époque, l'usage de la comparaison est dans ce discours accompagné d'une construction historique qui – vu l'importance limitée et plutôt ponctuelle des états généraux dans la France du bas Moyen Âge – paraît bien osée. Ensemble, l'argumentation historique et la comparaison servent à justifier le modèle du «royaume bien ordonné» dont les traits essentiels sont ceux de la «monarchie mixte» ou – pour utiliser le terme proposé par Helmuth Koenigsberger – du «dominium politicum et regale»³⁸. Or, ce texte souvent cité par les historiens³⁹ pose un problème jusqu'à ce jour irrésolu: on ne sait pas s'il reproduit fidèlement le discours de Marillac tenu en 1560 ou s'il a été modifié plus tard par Régnier de la Planche, auteur protestant à qui nous en devons la publication, en 1576⁴⁰.

En fait, pendant les années 1570, la comparaison entre les états généraux et les assemblées représentatives d'autres monarchies de l'Europe devient courante dans le discours juridico-politique français – et ce sont surtout les monarchomaques protestants qui tendent à prouver que partout en Europe des assemblées représentatives ont le droit de contrôler le monarque, de contrebalancer son pouvoir, voire même de le destituer s'il viole les anciennes lois et constitutions du royaume. Combinant comparaison

³⁷ Discours du 23 août 1560, publié pour la première fois dans: Louis REGNIER DE LA PLANCHE, *Histoire de l'estat de France, tant de la Republique que de la religion; sous le regne de Francois II*, s.l. 1576; éd. par Édouard MENNECHET, Paris 1836 (*Histoire de France par les écrivains contemporains*, 1–2), p. 389–390.

³⁸ Cf. Helmut G. KOENIGSBERGER, *Dominium regale or dominium politicum et regale. Monarchies and parliaments in Early modern Europe*, dans: ID.: *Politicians and Virtuosi. Essays in Early Modern History*, London 1986, p. 1–25.

³⁹ Le texte est à nouveau publié dans LALOURCE, DUVAL (éd.), *Recueil de pièces originales et authentiques, concernant la tenue des états généraux*, vol. I, Paris 1789, p. 76–99; des extraits aussi dans Gordon GRIFFITHS (éd.), *Representative Government in Western Europe in the Sixteenth Century*, Oxford 1968, *Commentary and documents for the study of comparative constitutional history*, p. 138–142; cf. Pierre DE VAISSIERE, Charles de Marillac. Ambassadeur et homme politique sous les règnes de François I^{er}, Henri II et François II, 1510–1560, thèse Paris 1896, réimpression Genève 1971, p. 138–142; James Russel MAJOR, *From Renaissance Monarchy to Absolute Monarchy: French Kings, Nobles & Estates*, Baltimore, London 1994, p. 51.

⁴⁰ Cf. pour les détails SCHILLING, *Normsetzung* (voir n. 2), p. 201.

et construction historique, ils voient dans les autres pays européens et surtout dans l'Empire germanique une pratique constitutionnelle qui en France leur paraît affaiblie et dénaturée par la monarchie héréditaire – monarchie qui, selon eux, abuse, depuis des siècles, de ses pouvoirs.

Mais les monarchomaques ne s'arrêtent pas à ce constat. De l'existence et de l'influence d'assemblées représentatives dans nombre de monarchies de l'histoire aussi bien que du temps présent certains d'entre eux concluent que la tenue de telles assemblées constitue un droit inaliénable de tous les peuples. Pour Hotman, le fait que des monarques ne respectent pas ce droit justifie de les traiter de *iuris gentium violatores*; selon lui, de tels rois ne sont pas des rois, mais des tyrans qu'il faut destituer⁴¹. Voilà donc des conclusions qui font voir quel est le potentiel critique de la comparaison, tant qu'on en fait un usage politique. Elle sert à postuler un droit des gens qui oblige tous les monarques et à établir ainsi la monarchie mixte comme seule forme de monarchie légitime. Il n'est pas surprenant que cet usage de la comparaison ne soit pas resté sans réplique.

V.

En effet, à la tentative d'établir à l'aide de la comparaison des normes juridiques universelles s'oppose très vite un cinquième usage, qui se sert de la comparaison dans une perspective relativiste. Ce n'est pas un hasard si les protagonistes de cet usage de la comparaison se trouvent surtout parmi le groupe des Politiques.

Un représentant de ce groupe est Étienne Pasquier, juriste et historiographe, dont les »Recherches de la France«, parues au début des années 1560, en ont fait l'un des érudits les plus connus de son temps. Vers la fin des années 1570, il écrit à un autre juriste: »Dites moy, ie vous supplie, y a[-t]-il chose tant bigarree entre les hommes que la loy? Icy vous verrez le larcin avoir esté deffendu sur peine de la hart: en un autre lieu estre permis & loué, comme habilité d'esprit. Icy l'adultere rigoureusement chastié: ailleurs [...] permis«⁴² – une observation qu'il illustre par nombre d'autres exemples. Pour Pasquier, les lois en vigueur dans différentes cultures ne semblent pas seulement se contredire, mais elles se contredisent bel et bien.

Quelles conséquences tirer de ce résultat peu rassurant de l'approche comparatiste? Pasquier en conclut qu'il est très difficile de juger de façon certaine sur le bien-fondé

⁴¹ François HOTMAN, *Francogallia*, première publication en 1573, éd. et trad. par Ralph E. GIESEY et J.M.H. SALMON, Cambridge 1972, p. 316: »cum [...] gentium ac nationum omnium commune hoc institutum semper fuerit, quae quidem regio ac non tyrannico imperio utentur [...]: perspicuum est, non modo praeclaram illam communis concilii habendi libertatem partem esse iuris gentium, verum etiam Reges qui malis artibus illam sacrosanctam libertatem opprimunt, quasi iuris gentium violatores, & humanae societatis expertes, iam non pro Regibus, sed pro tyrannis habendos esse«.

⁴² Lettre à son ami Odet de Tournebu, poète et avocat au parlement de Paris: Étienne PASQUIER, *Les Lettres [...]*, dans: ID., *Les Œuvres [...]*, Amsterdam 1723, II, liv. 10, n° 1, p. 249–259, ici p. 256.

des lois. Dans la même lettre, il résume donc: »Tant est l'esprit de l'homme composé de diverses pieces, qu'il est mal-aisé de dire si nos loix prennent leurs fonds de ce que nous appelons Raison, ou d'une vague & fluctuante opinion«⁴³. Quant aux conséquences politiques de ce relativisme, Pasquier hésite. Il refuse les demandes des monarchomaques quant aux états généraux sur lesquels il porte depuis le début des guerres de Religion un jugement très défavorable⁴⁴. En même temps, il ne veut pas tout à fait renoncer au concept de la raison des lois, mais cette raison pour lui ne se dévoile pas par la comparaison avec les normes juridiques d'autres peuples, mais par rapport à ce qu'il appelle »le sens commun de la cité«, terme qu'on pourrait traduire par la »conscience du droit« d'une communauté ou d'un peuple. Selon Pasquier, ce »sens commun de la cité« est représenté en France par les parlements, dont le droit de vérification est pour lui le garant de la raison des lois et de la cohérence de la société française⁴⁵. Chaque peuple a donc ses propres lois, et leur bien-fondé ne peut être jugé que par rapport à la tradition et à la culture spécifique de chacun d'entre eux.

Un autre représentant du comparatisme relativiste des Politiques est Jean Bodin qui, dix ans après avoir publié la »Méthode pour faciliter la connaissance de l'histoire«, refuse, contre les monarchomaques, tout usage de la comparaison amenant à des normes juridiques ou politiques universelles. Certes, il n'y a guère d'ouvrage juridique du XVI^e siècle qui soit à tel point imprégné d'observations et de réflexions comparatistes que »Les six livres de la République«, parus en 1576. Mais la comparaison telle que Bodin la conçoit dans cet ouvrage sert à relativiser l'expérience politique dans son ensemble et à construire une science politique qui se fonde sur l'étude de la nature spécifique des différents peuples – nature à laquelle les formes du pouvoir et les normes juridiques doivent s'adapter. Ainsi, malgré sa préférence pour la monarchie, Bodin concède que, sous certaines conditions géographiques et sociales, l'aristocratie ou la démocratie lui peuvent être préférables⁴⁶. L'insistance sur la diversité fondamentale des peuples rend en même temps impossible toute utilisation politique de la comparaison telle qu'on l'a vue chez les monarchomaques.

Comme Pasquier, et même de façon plus radicale que lui, Bodin aboutit à une vision relativiste du droit, des institutions politiques et de l'histoire humaine. Mais au

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Cf. une lettre de Pasquier à »Monsieur Fronsomme, Gentilhomme Vermandois« [1561], dans: PASQUIER, Les Lettres (voir n. 42), liv. 4, n° 9, p. 83–86, ici p. 84: »C'est une vielle folie qui court en l'esprit des plus sages François, qu'il n'y a rien qui puisse tant soulager le peuple que telles assemblees. Au contraire, il n'y a rien qui luy procure plus de tort, pour une infinité de raisons, que si ie vous deduisois, ie passerois les termes & bornes d'une missive«.

⁴⁵ Étienne PASQUIER, Pourparler du Prince, Paris 1560, dans: Béatrice SAYHI-PERIGOT (éd.), Étienne Pasquier (1529–1615). Pourparlers. Édition critique accompagnée d'un commentaire, Paris 1995 (Textes de la Renaissance, 7), p. 59–159, ici p. 90; cf. pour l'identification du »juste et raisonnable« et du »sens commun de la cité« Arlette JOUANNA, Die Debatte über die absolute Gewalt im Frankreich der Religionskriege, dans: Ronald G. ASCH et Heinz DUCHHARDT (dir.), Der Absolutismus – ein Mythos? Strukturwandel monarchischer Herrschaft in West- und Mitteleuropa (ca. 1550–1700), Cologne, Vienne 1996 (Münstersche Historische Forschungen, 9), p. 57–78, ici p. 67; CHURCH, Constitutional Thought (voir n. 21), p. 141–144.

⁴⁶ Cf. Jean BODIN, Les six livres de la République, Paris 1576, liv. VI, chap. 1, p. 664.

contraire de Pasquier, pour combler le vide normatif laissé par ce relativisme, il ne se réfère pas au sens commun et à la tradition juridique d'une société. Il propose par contre de combler ce vide par un volontarisme catégorique, qui a pour base la souveraineté indivisible, concept qui intègre l'ensemble des prérogatives, droits et privilèges que les juristes du début du siècle s'étaient efforcés d'énumérer. En identifiant cette souveraineté au droit de «donner loy aux subiects en general sans leur consentement»⁴⁷, Bodin conçoit la positivisation de tout le droit créé par les hommes. Contre les normes universelles postulées par les monarchomaques, Bodin propose donc un concept normatif qui par sa construction exclut toute monarchie mixte et pour cela ne s'applique que très difficilement à la pratique constitutionnelle d'une grande partie des pays de son temps et notamment à celle de l'Empire⁴⁸.

Inutile de répéter ici que Bodin est tout de même loin de prôner un gouvernement illimité et arbitraire – au contraire, il explique longuement que le souverain est tenu de respecter le droit divin et naturel, la justice, la raison, le bien commun et même les traditions juridiques de la société. Mais en même temps il souligne, et c'est là la leçon fondamentale qu'il tire de son usage relativiste de la comparaison, que souvent la justice et la raison des lois et des autres actes politiques ne peuvent guère être déterminées: »la iustice et la raison qu'on dit naturelle, n'est pas tousiours si claire qu'elle ne treuve des adversaires: et bien souvent les plus grands iuriconsultes s'y trouvent empeschés et du tout contraires en opinions«⁴⁹.

La tâche du législateur est autre:

l'un des plus grands, & peut estre le principal fondement des Republicques, est d'accomoder l'estat au naturel des citoyens, & les edicts & ordonnances à la nature des lieux, des personnes, & du temps. Car quoy que die Balde, que la raison & l'équité naturelle n'est point bornée ny attachée aux lieux, cela reçoit distinction, c'est à sçavoir, quand la raison est universelle, & non pas où la raison est particulière des lieux & des personnes reçoit une consideration particulière⁵⁰.

Selon Bodin, il est donc impossible de fonder le caractère obligatoire des lois sur leur justice et leur raison. Je cite: »les loix du Prince souverain, ores qu'elles fussent fondées en bonnes & vives raisons, neantmoins [...] ne dependent que de sa pure & franche volonté«⁵¹. Faute de critères évidents pour juger du bien-fondé des actes du souverain, c'est sa volonté qui doit suffire – voilà la conséquence que Bodin déduit de son comparatisme relativiste. Ainsi, il ne limite pas seulement l'impact critique de la com-

⁴⁷ Ibid., liv. IV, chap. 6, p. 610–611.

⁴⁸ Ibid., liv. II, chap. 6, p. 322; cf. Bernd ROECK, *Reichssystem und Reichsherkommen. Die Diskussion über die Staatlichkeit des Reiches in der politischen Publizistik des 17. und 18. Jahrhunderts*, Stuttgart 1984, p. 52; Michael STOLLEIS, *Geschichte des öffentlichen Rechts in Deutschland*, vol. 1: 1600–1800, Munich 1988, p. 174–186 (traduction française: 1998); ID., *La réception de Bodin en Allemagne*, dans: *Quaderni fiorentini per la storia di pensiero giuridico moderno* 24 (1995), p. 141–156; J. M. H. SALMON, *L'héritage de Bodin: La réception de ses idées politiques en Angleterre et en Allemagne au XVII^e siècle*, dans: ZARKA (dir.), *Jean Bodin* (voir n. 32), p. 175–200.

⁴⁹ BODIN, *République* (voir n. 46), liv. III, chap. 4, p. 416.

⁵⁰ Ibid., liv. V, chap. 1, p. 666.

⁵¹ Ibid., liv. I, chap. 8, p. 133.

paraison en soulignant la diversité des peuples et des sociétés, il en fait en même temps un argument pour légitimer un pouvoir souverain qui servira de noyau juridique au concept de l'État.

VI.

Le but de cet article était de montrer que l'usage que les juristes du XVI^e siècle font de la comparaison est très variable, ou mieux: qu'il n'y a pas une forme, une méthode, une pratique de la comparaison qui soient généralement reconnues, mais une multiplicité d'accès différents. Étant donné que le concept d'»État« n'est qu'en voie de construction, les différents accès comparatistes visent différents aspects de l'ordre juridique, de la »constitution«, des coutumes et des lois. Enfin, ces accès différents amènent à des résultats et à des conclusions eux aussi tout à fait différents.

La proposition de distinguer cinq usages de la comparaison ou, mieux, cinq types de comparaison est – il est vrai – schématique et approximative. Il en est de même de la suggestion de lier ces cinq types à cinq phases successives du débat mené sur et par rapport à la comparaison. Certes, ces types de comparaison ne prennent pas la relève l'un de l'autre, mais sont en partie pratiqués simultanément. Tout de même, il y a apparemment une évolution. Cette évolution mène des tentatives d'établir un ordre universel entre les princes de la chrétienté, en passant par celles qui visent à améliorer, grâce à la comparaison, les lois et celles qui en font dériver un modèle politique et constitutionnel, à un relativisme juridique qui, chez Bodin, se sert de la comparaison pour légitimer la souveraineté. À la fin du siècle, c'est en effet le nouveau concept de »souveraineté« et par là celui d'»État« qui marquent de leur empreinte toute forme de comparaison. Ce sont ces deux concepts incontournables qui désormais lui imposent les perspectives et qui en limitent l'impact politique.